

L'égalité hommes-femmes dans l'UE est aussi importante que l'équilibre budgétaire

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 8 mars 2012

LE PLUS. L'égalité hommes-femmes n'est pas évidente dans les entreprises, dans la société. Mais les gouvernements doivent montrer qu'ils sont prêts, eux aussi à évoluer, par exemple en envoyant des femmes à la Banque Centrale Européenne propose Sylvie Goulard, eurodéputée (MoDem) qui lance un appel aux ministres des finances de l'UE.

6 membres, 6 hommes, 0 femme. Le directoire de la Banque Centrale Européenne (BCE) est, à ce jour, exclusivement masculin. 23 membres, 23 hommes. 0 femme. Le Conseil des gouverneurs de la BCE (directoire et gouverneurs des banques centrales nationales de la zone euro) est, à ce jour, exclusivement masculin.

Ce sont les gouvernements qui en désignent les membres. Le Parlement européen auditionne les candidats au directoire et émet un avis. A plusieurs occasions, des députés européens ont prôné le respect de l'égalité hommes / femmes dans ces instances qui jouent un rôle majeur pour l'avenir de 330 millions de citoyens européens. Ils l'ont fait avec discernement et patience.

La crise, une excuse facile

Lors du remplacement de M. Papademos, arrivé au terme de son mandat, des députés de la Commission économique et monétaire (ECON) ont ainsi fait observer que les gouvernements devraient songer à présenter des femmes. Mais M. Costâncio, gouverneur de la banque du Portugal était incontestablement compétent. C'était la crise. Le Parlement n'a pas insisté. Il faut être raisonnable.

Lors du remplacement de Gertrude Tumpel-Gugerell, une femme a été "nominée" mais les députés de la Commission ECON ont marqué sans hésitation leur préférence pour un homme, fort barbu en l'occurrence, Peter Praet, car il était incontestablement le plus compétent. C'était la crise. Le Parlement n'a pas insisté. Il faut être raisonnable.

Lors du remplacement du président Jean-Claude Trichet, des députés de la Commission ECON ont fait observer que les gouvernements devraient présenter des femmes. Mais Mario Draghi était incontestablement le plus compétent et faisait l'unanimité des gouvernements. C'était la crise. Le Parlement n'a pas insisté. Il faut être raisonnable.

Lors du remplacement de M. Stark, démissionnaire pour des raisons personnelles ayant sans doute quelque chose à voir avec les réticences allemandes devant tout assouplissement de la politique monétaire, des députés de la Commission ECON ont fait observer que les gouvernements devraient présenter des femmes. Mais Jörg

Asmussen était incontestablement compétent. C'était la crise. Et il fallait bien que l'un des membres du directoire soit à même de rassurer l'opinion allemande. Le Parlement n'a pas insisté. Il faut être raisonnable.

Lors du remplacement de M. Bini-Smaghi, démissionnaire sous l'amicale pression de Nicolas Sarkozy, des députés de la Commission ECON ont fait observer que les gouvernements devraient présenter des femmes. Mais Benoit Coeuré était incontestablement compétent. Et puis si "l'Allemagne" avait "eu" le poste précédent dans une BCE "indépendante", "la France" ne pouvait être en reste. C'était la crise. Le Parlement n'a pas insisté. Il faut être raisonnable.

Lors du remplacement de Jose Manuel Gonzalez- Paramo... Nous disons : cela suffit ! Avec deux collègues de la Commission ECON [1], nous avons adressé une lettre à tous les ministres de finances européens et à M.Draghi pour dénoncer cette situation.

Un sacré culot

Cette fermeture aux femmes n'est justement pas raisonnable. Elle est dépassée, macho et durablement inacceptable. Rien ne la justifie. Dans le monde feutré des banquiers centraux, ce ne sont pas des choses à dire mais le Parlement est dans son rôle quand il signale les dérapages.

A dire vrai, nos ministres des finances ont un sacré culot et un petit problème avec la réalité : dans la crise, ils ne cessent de demander aux Européens, y compris les plus modestes, de terribles efforts. Ils prêchent le changement, les "réformes structurelles". Ils exhortent à la discipline. Sans doute pourraient-ils participer à l'effort collectif en remettant en cause leurs propres routines et en respectant enfin un principe du droit européen, l'égalité hommes / femmes qui, pour l'avenir de nos sociétés, n'est peut-être pas moins important que l'équilibre budgétaire.

Disons le avec leurs mots. Dans son dernier discours à la Banque d'Italie en mai 2011, Mario Draghi soulignait:

"La faible participation féminine au marché du travail est un facteur crucial de faiblesse du système (...). Aujourd'hui 60 % des diplômés sont des femmes : elles finissent leur cursus plus vite que les garçons, avec un résultat moyen supérieur, dans des matières qui ne se bornent plus aux sciences humaines". Il relevait aussi "la croissance d'une économie ne dépend pas seulement de facteurs économiques. Elle dépend des institutions, de la confiance que les citoyens mettent en celles-ci, du partage de valeurs et d'une espérance [2]."

[1] Sharon Bowles, Présidente (ALDE, RU) et Olle Schmidt (ALDE, SU)

[2] Banca d'Italia, Considerazioni finali, 31.05.2011